

**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie
n° 2017-011 du 20 juillet 2017 relative aux prochains tarifs
péréqués d'utilisation des réseaux de distribution de gaz
naturel des Entreprises Locales de Distribution**

Réponses de GEG

Preamble

GEG en tant que Gestionnaire de Réseau de Distribution de Gaz s'inscrit totalement dans les réponses à la présente consultation publique apportées par le Syndicat Professionnel des Entreprises Gazières Non Nationalisées (SPEGNN).

Le présent du document constitue uniquement une réponse complémentaire de GEG et spécifique à sa situation propre.

Cadre de régulation incitative

- **Question 12** : (page 22)

Etes-vous favorable aux modalités du mécanisme d'incitation envisagé par la CRE ?

Rappel de la réponse du SPEGNN :

« Le mécanisme d'incitation envisagé similaire à celui qui a été mis en place pour GRDF est envisageable sous réserve qu'il soit établi sur la base d'une étude de marché spécifique à chaque zone desservie. »

Plus spécifiquement en ce qui concerne le mécanisme envisagé pour GEG tel qu'il apparaît dans la consultation publique, GEG demande si une telle régulation était mise en place, que **le mécanisme soit adapté au contexte local très particulier de GEG et que les hypothèses retenues correspondent à une espérance équilibrée de gains versus pertes.**

Or les hypothèses figurant la consultation publique sont en écart très fort avec cette légitime demande, en particulier par la modification totalement irréaliste de la trajectoire du nombre de clients sur la période tarifaire sans prise en compte du contexte local très particulier de GEG, ce qui ne pourrait que conduire à une pénalisation très forte et injustifiée du gestionnaire de réseau.

* : ces charges ne sont pas ajustées dans l'hypothèse haute



Des travaux sont actuellement en cours avec les services de la Commission de Régulation de l'Energie et permettront nous l'espérons de lever les incompréhensions et d'intégrer le contexte spécifique de GEG afin d'aboutir in fine à une situation plus acceptable.

Demandes tarifaires des ELD et analyse préliminaire de la CRE

- **Question 19** : (page 40)

Que pensez-vous des fourchettes hautes et basses de charges d'exploitation retenues par la CRE ?

Rappel de la réponse SPEGNN

« Le SPEGNN regrette de constater que les fourchettes proposées ne permettent pas de répondre à la couverture des charges d'exploitation exprimées par les ELD.

Nous rappelons que ces charges comprennent notamment des charges nouvelles qui n'étaient pas présentes dans la précédente période tarifaire. Pour certaines ELD, les retraitements et les ajustements de charges envisagés par la CRE, dont certains portent sur des charges de fait imposées, contraindraient ces ELD à réaliser des gains de productivité irréalistes qui ne sont pas mis en évidence dans la consultation publique. »

Les ajustements envisagés aux charges d'exploitation présentées par GEG et qui se traduisent dans les fourchettes haute et basse présentées dans la consultation publique, ont fait l'objet de plusieurs échanges avec les auditeurs du cabinet PMP et avec les services de la CRE.

Sans revenir sur l'ensemble de ces éléments GEG tient à exprimer les positions et demandes suivantes :

GEG tient à souligner le caractère tout à fait arbitraire (sans justification argumentée) de plusieurs ajustements proposés par PMP comme par exemple :

- l'ajustement de l'impact du plan de performance de GEG maintenu sans argument étayé malgré les explications de GEG
- la non prise en compte intégrale de l'impact de la séparation juridique des activités de gestionnaire de réseau de distribution au motif que l'origine de cette séparation est le franchissement du seuil des 100.000 clients en électricité ; le maintien de cette position a méconnu le fait que GEG étant un GRD fortement mixte les charges de cette séparation, absolument imposée, portent fatalement sur les deux énergies et que ces charges sont pourtant minimisées au maximum pour chacune des énergies électricité et gaz avec les dispositions de filialisation prévues

Même si les échanges avec les services de la CRE ont permis de rapprocher certains points de vue, les hypothèses de fourchette basse et de fourchette haute de charges d'exploitation présentées dans la consultation publique sont inatteignables par GEG.

En effet hors ajustements acceptés par GEG et hors ajustements correspondant à des charges qui n'étaient déjà pas couvertes dans l'ATRD 4, les ajustements qui seraient imposés à GEG sont de :

* : ces charges ne sont pas ajustées dans l'hypothèse haute



- 820 k€ en fourchette basse soit -10,3 % sur le total des charges d'exploitation et -14,0 % sur les charges d'exploitation maîtrisables
- 450 k€ en fourchette haute soit -5,7 % sur le total des charges d'exploitation et -7,8 % sur les charges d'exploitation maîtrisables

Or les charges ainsi ajustées s'imposent à l'entreprise ; il s'agit notamment :

- Des charges induites par la séparation juridique
- De charges de gestion clientèle imposées par la bascule des clients de tarifs réglementés de vente à offres de marchés, bascule d'autant plus probable depuis la décision de juillet du Conseil d'Etat
- D'une surestimation des recettes extratarifaires malgré les justifications circonstanciées apportées par GEG
- De charges de communication entièrement ajustées car considérées comme charges de développement alors que certaines charges de communication comme celles relatives à la sécurité des tiers sont étrangères au développement
- De charges de R&D
- De charges d'exploitation contribuant directement à la sécurité des tiers *
- Des charges résultantes après le plan de performance réalisé par l'entreprise *

Compte tenu des gains de productivité déjà intégrés par GEG dans sa proposition tarifaire (de 2,4 % des Opex maîtrisables), les gains de productivité sur les charges d'exploitation maîtrisables imposés à GEG serait sur les 4 ans de la période tarifaire de :

- 16,3 % en fourchette basse
- 10,2 % en fourchette haute

De tels niveaux sont inatteignables par GEG d'autant plus qu'il s'agit de niveaux moyens et non de niveaux de fin de période tarifaire.

GEG attend donc que le niveau de charges d'exploitation couvert corresponde à une trajectoire de productivité atteignable.

* : ces charges ne sont pas ajustées dans l'hypothèse haute